



*La Nouvelle-Aquitaine et L'Europe
agissent ensemble pour votre territoire*



DEMANDE DE SUBVENTION
AIDES A LA PREVENTION DES DOMMAGES CAUSES PAR LES INCENDIES
DISPOSITIFS :
- 8.3.A DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL
2014-2020 AQUITAINE
- 8.3.1 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL 2014-2020
POITOU-CHARENTES

V1.1 du 4 avril 2018

Veuillez lire attentivement la notice explicative du présent document. Toutes les informations demandées dans ce document doivent être complétées.

Transmettez l'original à la Direction Départementale des Territoires (et de la Mer) du lieu de situation de votre projet.

IMPORTANT

Le formulaire de demande d'aide (fichier word) ne doit en aucun cas être modifié par le bénéficiaire. Toutes modifications ou suppressions de paragraphes pourront entraîner l'irrecevabilité de la demande.

PDR Aquitaine

DDT24 : 05 53 45 56 00 ddt@dordogne.gouv.fr

DDTM33 : 05 56 24 83 26 ddtm@gironde.gouv.fr

DDTM40 : 05 58 51 30 08 ddtm-snf@landes.gouv.fr

DDT47 : 05 53 69 34 48 ddt@lot-et-garonne.gouv.fr

DDTM64 : 05 59 80 86 00 ddtm@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

PDR Poitou-Charentes

DDT 16 : 05 17 17 37 37 ddt@charente.gouv.fr

DDT 17 : 05 16 49 61 00 ddt@charente-maritime.gouv.fr

DDT 79 : 05 49 06 88 88 ddt@deux-sevres.gouv.fr

DDT 86 : 05 49 03 13 00 ddt@vienne.gouv.fr

ATTENTION :

Toute dépense effectuée avant la date de réception de cette demande d'aide ne pourra pas être financée.
L'accusé de réception du dossier complet ne vaut pas acceptation de l'aide par l'autorité de gestion.

Cadre réservé à l'administration

Date de réception |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_| n° OSIRIS :

Intitulé du projet : _____

Description détaillée de l'opération

Poste de dépense	Nature des opérations		Création	Amélioration	
Poste 1 : Création ou mise aux normes des équipements de prévention	Chemins et pistes		_ _ _ , _ _ _ _ _ km	_ _ _ , _ _ _ km	
	Fossés ou collecteurs		_ _ _ , _ _ _ _ _ km	_ _ _ , _ _ _ km	
	Barrières		_ _ nb	_ _ nb	
	Ouvrages de franchissement	Passage busé		_ _ nb	_ _ nb
			longueur _ _ ml	longueur _ _ ml	
			diamètre _ _ cm	diamètre _ _ cm	
		Pont bâti		_ _ nb	_ _ nb
	Places de retournement			_ _ m ²	_ _ m ²
	Panneaux informatifs			_ _ nb	_ _ nb
	Points d'eau <i>(autres – précisez)</i>	Citerne-Bassin		_ _ nb	_ _ nb
Poteau-Bouche			_ _ nb	_ _ nb	
Point naturel			_ _ nb	_ _ nb	
			_ _ nb	_ _ nb	
Poste 2 : Création ou amélioration des systèmes de surveillance fixe	Système de surveillance fixe	Tour de guet-Vigie	_ _ nb	_ _ nb	
		Vidéosurveillance			
	Matériels de surveillance et de communication <i>(autres – précisez)</i>		_ _ nb	_ _ nb	
Poste 3 : Opérations visant à réduire la biomasse combustible	Coupure de combustible			_ _ _ , _ _ _ ha	
	Brûlage dirigé			_ _ _ , _ _ _ ha	
	Opérations sylvicoles	Eclaircie			_ _ _ , _ _ _ ha
		Elagage			_ _ _ , _ _ _ ha
	<i>(autres – précisez)</i>			_ _ _ , _ _ _ ha	

Description des opérations (à localiser sur un plan au 1/25 000 et plan cadastral). Il est possible d'apporter des précisions sur la nature de ces opérations le cas échéant.

Description des opérations LOCALISEES AU SIEGE DU DEMANDEUR

Poste de dépense	Nature	Objet	Lieu	Durée (jour)	Nombre de participants
Poste 5 : activités locales ou à petite échelle contre les incendies	Actions d'animation et d'information				
	Actions de formation				
	Projets de démonstration				

Poste de dépense	Quantité
Poste 4 : Opération de cartographie des zones à risques	<input type="checkbox"/>
Poste 4 bis : Base de données des équipements préventifs	<input type="checkbox"/>
Poste 6 : Formalités administratives liées à la pérennisation des pistes et des ouvrages	_ _ _ , _ _ _ km et _ _ nb

2-1-3 CALENDRIER PREVISIONNEL DES INVESTISSEMENTS

Date prévisionnelle de début des opérations : |_|_| |_|_| |_|_|_|_|_| (jour, mois, année)

Date prévisionnelle de la fin des opérations : |_|_| |_|_| |_|_|_|_|_| (jour, mois, année)

2-2-1 PRESENTATION DU PROJET

Votre projet concerne :

Le maintien et/ou le renforcement de la protection des forêts contre les incendies ;

- La diminution du risque de propagation des feux de forêt ;
- La création et mise aux normes des équipements de prévention tels que routes, pistes, points d'eau, vigies et tours de guet ou de surveillance automatisée, opérations de sylviculture préventives ;
- Travaux d'insertion paysagère ;
- Établissement et l'amélioration des installations de contrôle des incendies de forêt, des parasites et des maladies et des équipements de communication : (matériel de surveillance et de communication, cartographie, SIG et constitution de bases de données descriptives et géoréférencées de prévention, le matériel mobile n'est pas éligible, sauf celui dédié à la prévention des dommages) ;
- Les études d'opportunité écologique, économique et paysagère préalable, évaluations d'incidence environnementale en site Natura 2000 ;
- La formalisation des démarches administratives destinées à assurer la pérennité juridique des équipements de prévention par l'application de dispositifs réglementaires : servitudes de passage et d'aménagement, déclaration d'utilité publique, déclaration d'intérêt général ou d'urgence.

2-2-2 DESCRIPTION DETAILLEE DE L'OPERATION

Détaillez si nécessaire :

► Localisation cadastrale des ouvrages :

Localisation de l'opération ou de l'activité (dans le cas d'un projet situé sur plusieurs communes, désignation de la commune portant la surface la plus importante) :

--

► Description des opérations localisées au siège du demandeur :

Nature	Détail (Quantité/Unité)
Matériel de surveillance et de communication	
Formalités administratives liées à la pérennisation des pistes et des ouvrages	
Opération de cartographie des zones à risques	
Base de données des équipements préventifs	

2-2-3 CALENDRIER PREVISIONNEL DES INVESTISSEMENTS

Date prévisionnelle de début des opérations : |_|_| |_|_| |_|_|_|_|

Date prévisionnelle de la fin des opérations : |_|_| |_|_| |_|_|_|_|

Le bénéficiaire informera le service instructeur du début d'exécution effectif de l'opération.

Les opérations doivent impérativement débuter dans un délai de d'un an suivant la notification de la subvention. Les opérations doivent impérativement être terminées dans un délai de 4 ans à compter de la date de déclaration du début de l'opération.

2-2-4 RESPECT DES CRITERES D'ELIGIBILITE

3- PREVISION DE LA DEPENSE

a. Dépenses relatives aux travaux et investissements matériels

Reprendre les libellés des opérations, le numéro de poste et les unités figurant dans la rubrique « description de l'opération » (exemple ligne grisée)

Je m'engage, sous réserve de l'attribution de l'aide à :

- informer le service instructeur du début d'exécution effectif de l'opération,
- informer le service instructeur de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- laisser affectés à la production et à la vocation forestière les terrains sur lesquels ont été effectués les travaux ayant justifié l'octroi de l'aide pendant 5 ans à compter de la date à laquelle intervient le paiement du solde de la subvention,
- réaliser l'opération présentée dans ma demande conformément aux conditions techniques et financières définies par les textes, notamment l'arrêté régional en vigueur et la décision attributive d'aide,
- ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre du projet respecte les normes en vigueur,
- faire appel le cas échéant au maître d'œuvre mentionné dans le présent formulaire pour la réalisation de mon projet,
- maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date à laquelle intervient le paiement du solde de la subvention,
- rester propriétaire de l'investissement dans les 5 années à compter de la date à laquelle intervient le paiement du solde de la subvention,
- respecter les obligations en matière de publicité telles que décrites dans la notice de ce formulaire,
- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente, pendant une période de 10 ans à compter de la date à laquelle intervient le paiement du solde de la subvention,
- conserver pendant une période de 10 ans tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité...,
- permettre / faciliter l'accès à ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant 10 ans,
- fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme, en particulier en ce qui concerne la réalisation des objectifs et des priorités spécifiés.

Je suis informé(e) qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

ENGAGEMENTS SUPPLEMENTAIRES SI LE DEMANDEUR INTERVIENT AU TITRE DE L'INTERET GENERAL :

J'atteste sur l'honneur :

- avoir obtenu de la part du/des propriétaire(s) concernés l'autorisation de réaliser ces travaux sur leurs terrains,
- avoir reçu des propriétaires des terrains sur lesquels les travaux sont projetés, l'engagement écrit :
 - que les terrains seront affectés à la production forestière et conserveront leur vocation forestière pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient le règlement du solde de la subvention,
 - de garantir le libre accès à la propriété aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements sollicités, pendant une période de 10 ans,
 - de faire respecter les obligations en matière de publicité telles que décrites dans la notice de ce formulaire,

- qu'ils n'ont pas sollicité et ne solliciteront pas à l'avenir, pour le projet réalisé sur leur terrain, d'aide publique.

5- LISTE DES PIÈCES A JOINDRE AU DOSSIER

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à la DDT(M)	Sans objet
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé par le porteur du projet	Tout demandeur			
Formulaire relatif à la commande publique (cf. annexe 1)	Si concerné			
Preuve d'identité				
N° SIRET et copie d'une pièce d'identité	Tout demandeur			
Acte constitutif: copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture ⁽¹⁾	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations			
statuts approuvés ou déposés	Associations, s'il s'agit d'une première demande de subvention auprès ou lorsqu'ils ont été modifiés depuis			
Extrait k bis ⁽¹⁾	Toutes formes sociétaires			
Preuve de propriété				
Extrait de matrice cadastrale le plus récent disponible ou attestation notariée	Tout demandeur			
Preuve de représentation légale ou de pouvoir				
Délégation de signature si nécessaire	Le cas échéant			
Pouvoir de tutelle ou curatelle	Tuteur légal ou curateur			
Accord sous seing privé	Usufruitier ou nu-propriétaire (selon la qualité du demandeur)			
Mandat des co-indivisaires, ou des co-propriétaires ou de l'époux demandeur mais non propriétaire ou de toutes personnes se partageant le droit de propriété, accompagné des pièces d'identité de tous les signataires	Mandataire			
Mandat des propriétaires (selon modèle annexé) accompagné des pièces d'identité de tous les signataires	Coopérative (OGEC)			
Décision du Président ou CR d'Assemblée générale	ASA, ASL, Associations loi 1901, Fondations			
Décision du gérant ou CR d'Assemblée générale et pouvoir du co-gérant en cas de co-gérance	Toutes formes sociétaires			
Attestation de libre disposition des terrains sauf pour les travaux de mises aux normes réalisée par les ASA DE DFCI (arrêté Ministériel du 13 décembre 2016)	Toutes personnes publiques : collectivités territoriales et leurs groupements, ASA, SDIS, GIP			
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Toutes personnes publiques : collectivités territoriales et leurs groupements, ASA, SDIS, GIP			
Mandat des partenaires	Projets multipartenariaux			
Convention entre les partenaires	Projets multipartenariaux (pourra être fournie après le dépôt de la demande de subvention)			
Autres pièces administratives				
Relevé d'identité bancaire avec IBAN ⁽¹⁾	Le cas échéant			
Formulaire de confirmation du respect des règles de la commande publique	Collectivités et organismes reconnus de droit public			
Attestations de régularité fiscale et sociale	Pièces demandées lors de la visite sur place de la demande de paiement.			
Liste nominative récapitulative des propriétaires dont les projets sont regroupés	Coopérative (OGEC)			
Si la subvention est supérieure à 23 000 €, extrait des statuts et derniers bilan et compte de résultat approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un	ASA, ASL, Associations loi 1901, Fondations, Sociétés civiles dont groupements (SCI, GF, GFR)			
Pièces techniques				
Plan de situation au 1/25 000 daté signé	Tout demandeur			
Plan de masse cadastrale daté signé avec indication du Nord et échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet, la desserte, ainsi que les références cadastrales des parcelles concernées	Tout demandeur			
Devis descriptifs et estimatifs prévisionnels détaillés du coût des travaux par nature de dépense (voir notice)	Tout demandeur (hors commande publique)			
Délibération du CA de l'ASA de DFCI du territoire concerné par ce projet	Tous les projets réalisés sur le territoire d'une ASA de DFCI			

👉 Des documents complémentaires peuvent être demandés après remise de votre dossier au Service Instructeur, nécessaires à l'étude du dossier dans ses différents éléments : administratifs, financiers, techniques...

Fait à _____ le _____

Signature(s) du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires, du mandataire en cas d'indivision)

Fait à _____ le _____

Nom, Prénom, Visa du maître d'œuvre

FORMULAIRE DE CONFIRMATION DU RESPECT DES REGLES DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Cadre réservé à l'administration :

N° dossier OSIRIS : _____

Désignation du bénéficiaire : _____

Intitulé de l'opération : _____

Ce formulaire doit être rempli lorsque la demande d'aide FEADER est présentée par :

- l'Etat et ses établissements publics, autres que ceux ayant un caractère industriel et commercial ;
- les collectivités territoriales et les établissements publics locaux ;
- un organisme de droit privé mandataire d'un organisme soumis au code des marchés publics ;
- les maîtres d'ouvrage publics et privés dont la majorité des ressources proviennent des fonds publics ;
- un organisme de droit privé soumis à l'ordonnance n°2015 du 23 juillet 2015

Le bénéficiaire est informé que la date de commencement du marché public constitue un commencement d'exécution de l'opération FEADER et qu'à ce titre, la date de commencement du marché public doit être postérieure à la date de début d'éligibilité de l'opération FEADER, telle que définie dans la notice explicative du dispositif. A défaut l'opération FEADER sera considérée comme inéligible.

Confirmation du respect de la commande publique

Je, soussigné, (NOM, PRÉNOM, QUALITÉ),

.....

M'engage à respecter les règles de passation des marchés publics pour l'opération (nom de l'opération), au titre de laquelle je demande une aide FEADER. Ce ou ces marchés publics sont décrits dans le tableau ci-dessous :

Objet du marché	
Montant du marché (€)
Procédure	<input type="checkbox"/> Dispense <input type="checkbox"/> Adaptée <input type="checkbox"/> Formalisée
Type de marché	<input type="checkbox"/> Travaux <input type="checkbox"/> Fournitures
	<input type="checkbox"/> Accord-cadre
	<input type="checkbox"/> Marché à bons de commande
	<input type="checkbox"/> Marché à tranches conditionnelles
	<input type="checkbox"/> Autres
Publicité	<input type="checkbox"/> Publicité non-obligatoire
	<input type="checkbox"/> BOAMP
	<input type="checkbox"/> JAL
	<input type="checkbox"/> profil acheteur
	<input type="checkbox"/> JOUE
	<input type="checkbox"/> Autres

Je certifie sur l'honneur ne pas être soumis aux règles de la commande publique pour l'opération au titre de laquelle j'ai demandé une aide FEADER.

Motif :

Fait à _____, le |_|_| |_|_| |_|_|_|_|

Signature du représentant légal de la structure ⁽¹⁾

¹ Si l'opération FEADER est concernée par plusieurs marchés, tous ces marchés devront être décrits en rajoutant autant de tableaux.